

tâche du Fonds de régularisation, permet de mettre un terme aux fluctuations de la livre : Londres renonce à la parité mobile, pour figer le sterling à 4,03 dollars (contre 4,866, parité de 1914 et de 1925). Mais il ne s'agit encore que d'un taux de fait, qui n'abolit pas la livre de Victoria.

La stricte discipline imposée aux transactions monétaires a une autre conséquence : elle modifie le caractère de la zone sterling. Celle-ci, nécessairement, reçoit un statut légal. Il faut en exclure les pays qui ne sont pas en guerre. Au sein de la nouvelle zone, les mouvements de capitaux sont libres, la livre reste transférable, et les avoirs en devises sont centralisés à Londres, où ils constituent le « pool-dollar » ; mais la zone elle-même est ceinturée par un réseau protecteur de règlements, qui l'isole du monde extérieur.

Dans le cadre de la zone définie, le Royaume-Uni en guerre importe beaucoup et exporte peu. Ainsi s'accumulent dans les pays du Commonwealth des créances en livres, qui constitueront plus tard ce qu'on appellera les « balances sterling ». Le montant de ces avoirs atteint quelque 3.500 millions de livres : il hypothéquera longtemps la monnaie britannique.

Le legs de la guerre sera lourd. On sait avec quelle ténacité les Britanniques font face à l'adversité ; et comment, après avoir tenu tête, seule, face à l'Allemagne triomphante, l'Angleterre attend et prépare la revanche. Le malheur est que, dans cet effort surhumain, les Anglais ont jeté dans le combat leurs dernières forces. L'après-guerre les laisse désemparés.

### L'après-guerre : Londres dévaluée

Après la victoire, les Britanniques assistent sans réagir à la décomposition de leur Empire, au déclin de leur industrie, au désordre de leurs finances. Ils acceptent la primauté américaine, ils laissent longtemps passer leur chance de s'incorporer à l'Europe. Comme un miroir fidèle, la livre donne la mesure de leur déchéance, avec trois dévaluations successives, toutes trois imputables aux travaillistes : en 1946 le Fonds monétaire international enregistre une livre ramenée à 3,58 grammes d'or fin ; en 1949, la livre amputée est ramenée à 2,49 grammes ; en 1967, à 2,13.

La première de ces opérations, significative parce qu'elle rompt enfin avec la définition historique du sterling, résulte seulement de Bretton-Woods. Les Alliés vainqueurs ont imaginé un nouveau système qui substitue au mécanisme de l'étalon-or les disciplines, plus ou moins strictes, d'un Fonds chargé de la police monétaire entre les nations : il a pour première mission d'enregistrer les parités nouvelles, définies en or et en dollars. La livre a choisi de se maintenir à 4,03 dollars, comme pendant la guerre : ce qui se traduit, en or, par 3,58 grammes de métal fin, soit 51 % au-dessous de son ancienne définition.

La livre, cependant, reste soumise au contrôle des changes. Mais en juillet 1947, les Anglais présument de leurs forces au

148, bd Malesherbes, Paris 17<sup>e</sup>

143, bd Saint-Germain, Paris 6<sup>e</sup>

94-96, rue de Varenne, Paris 6<sup>e</sup>

62, rue de la Boétie, Paris 8<sup>e</sup>

48, Avenue de la Bourdonnais - 7<sup>e</sup>

10-12, rue Daubigny, Paris 17<sup>e</sup>

86, rue de Mirosmesnil, Paris 8<sup>e</sup>

**+29,07%**  
en deux ans  
(1974 et 1975)  
Exonérés  
d'impôts

## Vous aussi, défendez votre argent en souscrivant à Pierre-Index

**Pierre-Index ne s'adresse pas aux spéculateurs mais aux investisseurs prudents.**

Pierre-Index est un placement pierre qui vient de connaître 29,07 % de plus-values en deux ans : voilà apparemment un résultat exceptionnel, une plus-value qui fait rêver, surtout si elle échappe à l'impôt.

En fait, il faut garder la tête froide : pendant le même temps l'inflation a atteint 26,26 % (indice INSEE) - ce qui veut dire que Pierre-Index a permis à des investisseurs avisés de défendre leur argent, et même d'accroître leur capital, au moment où la crise frappait de plein fouet les autres placements.

**Pourquoi Pierre-Index vous permet d'échapper à l'impôt sur les plus-values.**

Pierre-Index est un placement pierre qui vous fait bénéficier des avantages fiscaux de l'assurance-vie. Vous souscrivez en achetant un capital, d'un montant minimum de 6.500 F indexé sur la valeur de 7 immeubles de grand standing, situés dans les meilleurs quartiers de Paris.

Votre capital, indexé sur la pierre, vous donne toutes les chances de mieux combattre l'inflation et sa rentabilité est encore améliorée par le fait que vous bénéficiez du régime fiscal de l'assurance-vie.

Pierre-Index, en effet, est un contrat d'assurance-vie qui vous garantit contre les coups du sort et vous assure trois avantages décisifs sur le plan fiscal :

- Vous recevez, à l'échéance, votre capital exonéré de toutes taxes ou impôts sur les plus-values.

Pierre-Index vous est proposé par le Groupe Ancienne Mutuelle, entreprises régies par le Code des Assurances - 3037 X - 76041 ROUEN CEDEX

- Le bénéficiaire que vous aurez désigné recevra en cas de décès un capital exonéré de tous droits de succession.
- Vous pouvez déduire de votre revenu imposable une partie des sommes investies dans Pierre-Index (contrat de dix ans ou plus).

Voilà qui augmente encore la rentabilité de votre placement.

**Qui vous propose Pierre-Index ?**

Pierre-Index vous est proposé par un grand Groupe français de Sociétés d'Assurances plus que centenaires : Le Groupe Ancienne Mutuelle, dans lequel près d'un million de sociétaires ont placé leur confiance. L'indexation de Pierre-Index est calculée et certifiée par la Société d'Etudes Immobilières et d'Expertises Foncières (S.E.I.E.F.), filiale du Crédit Foncier de France ; le contrat a été soumis au visa de la Direction des Assurances au Ministère des Finances.

**Comment sont gérés les immeubles de Pierre-Index ?**

Si vous en avez l'occasion, en circulant dans Paris, n'hésitez pas à passer devant les immeubles sur lesquels est indexé votre investissement : très bien situés et parfaitement entretenus, ils vous donneront toute certitude sur leur solidité. Bâties au début du siècle, à l'époque où la pierre de taille était reine, ils sont de plus en plus prisés et constituent votre meilleur rempart contre l'inflation.

Si vous êtes intéressé par Pierre-Index, soyez prudent jusqu'au bout : ne vous décidez pas à la légère.

Pour en savoir plus avant de souscrire, renvoyez vite le bon ci-dessous qui ne vous engage à rien.

### Bon pour une documentation gratuite, sans aucun engagement

Je désire recevoir gratuitement, sans engagement de ma part, une documentation complète sur le contrat Pierre-Index (France métropolitaine uniquement).

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

à retourner à : Groupe Ancienne Mutuelle N.M.V. 3037 X - 76041 ROUEN CEDEX

point de rétablir la convertibilité en dollars, dans l'espoir que leurs créanciers n'en abuseront pas. Optimisme injustifié, décision aventureuse. Les retraits d'avoirs en sterling contraignent à revenir en arrière : en août 1947, l'expérience doit être hâtivement suspendue.

Deux ans plus tard, au seuil de l'automne 1949, une brusque aggravation de la balance des paiements, suivie d'une nouvelle crise de confiance, contraint le gouvernement de Londres à procéder à une dévaluation supplémentaire, de grande amplitude (30,5 %). Il ramène la livre de 4,03 à 2,80 dollars. Avec une équivalence réduite à 2,48828 grammes d'or fin, la monnaie britannique ne représente plus que le tiers de la livre du XIX<sup>e</sup> siècle.

Bien que, selon le jugement du professeur Roy Harrod, cette dévaluation soit « trop importante et prématurée », elle ne suffit pas à améliorer la balance commerciale, ni à libérer la livre de ses entraves. Il existe alors près de quatre-vingt-dix variétés de livres, toutes en perte sur les marchés noirs : livres plus ou moins transférables, plus ou moins gelées, selon les pays de leurs détenteurs.

C'est seulement par étapes que le carcan peut être desserré. En 1954, Londres rouvre son marché de l'or, mais en réservant l'accès au « non-résidents », c'est-à-dire seulement aux amateurs qui ne vivent pas dans la zone sterling.

En décembre 1958, en même temps que toutes les grandes monnaies européennes, la livre redevient enfin vraiment convertible à l'usage externe — non pas en or, mais en dollars. Il lui a fallu treize ans pour liquider les séquelles de la guerre, comme il lui avait fallu treize ans, après le premier conflit, pour en tirer les conséquences.

### Encore des déboires

Le Royaume-Uni, pourtant, n'en a pas fini avec les difficultés monétaires. Il n'est pas responsable de toutes celles qui l'assaillent : les étranges privilèges du dollar, la ruée des capitaux vers le deutsche mark, les remous du franc entrent pour beaucoup dans les embarras britanniques. Mais les Anglais sont aussi, pour une bonne part, les artisans de leurs malheurs : le retour des travaillistes au pouvoir, la multiplication des grèves, les lenteurs de l'expansion économique, le déficit de la balance des paiements expliquent largement les nouveaux ennuis du sterling. Au vrai, l'Angleterre travaille trop peu, consomme trop, n'inspire plus confiance — et elle est la première à douter d'elle-même.

Dix-huit ans avaient séparé l'abandon de l'étalon-or, en 1931, et la dévaluation de 1949. Dix-huit ans encore séparent cette dévaluation d'une nouvelle amputation de la livre, décidée en novembre 1967. Chaque fois, c'est à l'automne qu'est prise la décision : comme si le sterling voulait accompagner la chute des feuilles.

Les réserves britanniques d'or et de change sont tombées très bas ; les secours internationaux et américains ne sont pas à la mesure des besoins. Après avoir, selon l'usage, juré qu'il ne dévaluerait pas, le gouvernement Wilson se résigne à



## Si tout le monde pouvait nous ne ferions

Comme un costume, un seul copieur ne peut convenir à tout le monde. Aussi Rank Xerox a conçu une gamme de 22 copieurs. A la mesure de chaque type d'activités. Du plus petit copieur de bureau

à la Xerox 9200, système de duplication à hautes performances, la gamme Rank Xerox est la seule capable de couvrir tous vos besoins en matière de copie.

Certains copieurs peuvent être dotés

XEROX

la solution de facilité : en réduisant la définition de la livre de 14,3 % (à 2,13281 grammes d'or fin), il la ramène de 2,80 à 2,40 dollars.

Pas plus que précédemment, ce repli ne lui restitue le rang de monnaie forte. Elle est encore secouée par des conflits du travail, par des hausses de prix, par des alertes sur le marché de l'or. Mais sa position finit par s'améliorer, pour des raisons à la fois politiques et techniques : le retour des conservateurs au pouvoir contribue à dissiper la défiance ; l'entrée de l'Angleterre dans le concert européen ouvre de nouvelles perspectives à son économie ; la menace que faisaient peser sur la livre les créances extérieures en sterling s'estompe grâce à un accord qui les consolide, en échange d'une garantie internationale.

De ce redressement du sterling, la reconstitution d'une solide réserve de change porte témoignage. En décembre 1971, quand le dollar est dévalué et quand les monnaies se réalignent, la livre, comme le franc, reste imperturbable. Est-ce présomption ? Est-ce sérénité ?

Les faits répondent, dès juin 1972, que Londres a été présomptueux. Le Premier ministre Edward Heath n'a certes pas manqué de courage : il a tenté d'endiguer les conflits sociaux qui mettent chroniquement en péril l'économie et les finances britanniques. Il n'a pas réussi à apaiser les revendications, ni à persuader le monde que l'Angleterre peut entrer dans le Marché commun sans une nouvelle dévaluation de la livre. Les capitaux s'alarment. Edward Heath cherche vainement à les rassurer. Le chancelier de l'Echiquier, Anthony Barber, assure qu'il ne dévaluera pas. Son homologue du cabinet fantôme travailliste sème la panique en affirmant que la livre craquera durant l'été. A la Chambre des Communes, où se perdent toutes les traditions de courtoisie, les invectives s'entrecroisent : « Vous êtes le plus grand Judas des mille dernières années », lance un travailliste au Premier ministre. « Vous sabotez le sterling », réplique Edward Heath aux travaillistes. C'est chose faite : le sterling est saboté.

Sous la pression des offres de livres, qui contraint à de coûteuses interventions, la Banque d'Angleterre et les Banques Centrales du continent, associées dans la défense du sterling, Londres renonce : le 22 juin 1972 la livre, abandonnant sa parité de 1967, devient flottante, comme en 1931.

Elle avait adhéré au système européen de parités concertées, dit « serpent », né le 22 avril 1972. Elle l'abandonne ce 22 juin, juste deux mois plus tard. Elle ne le réintégrera plus.

Par étapes, la livre flottante glisse désormais vers des cours toujours plus modestes.

La livre qui valait 4,86 dollars au début du siècle, et qui avait reconquis ce cours en 1925, se situe aujourd'hui à 1,65 dollar. Encore s'agit-il de dollars trois fois dévalués.

A moins que la mer du Nord ne tienne au-delà de ses promesses, on verra peut-être la livre à un dollar... □



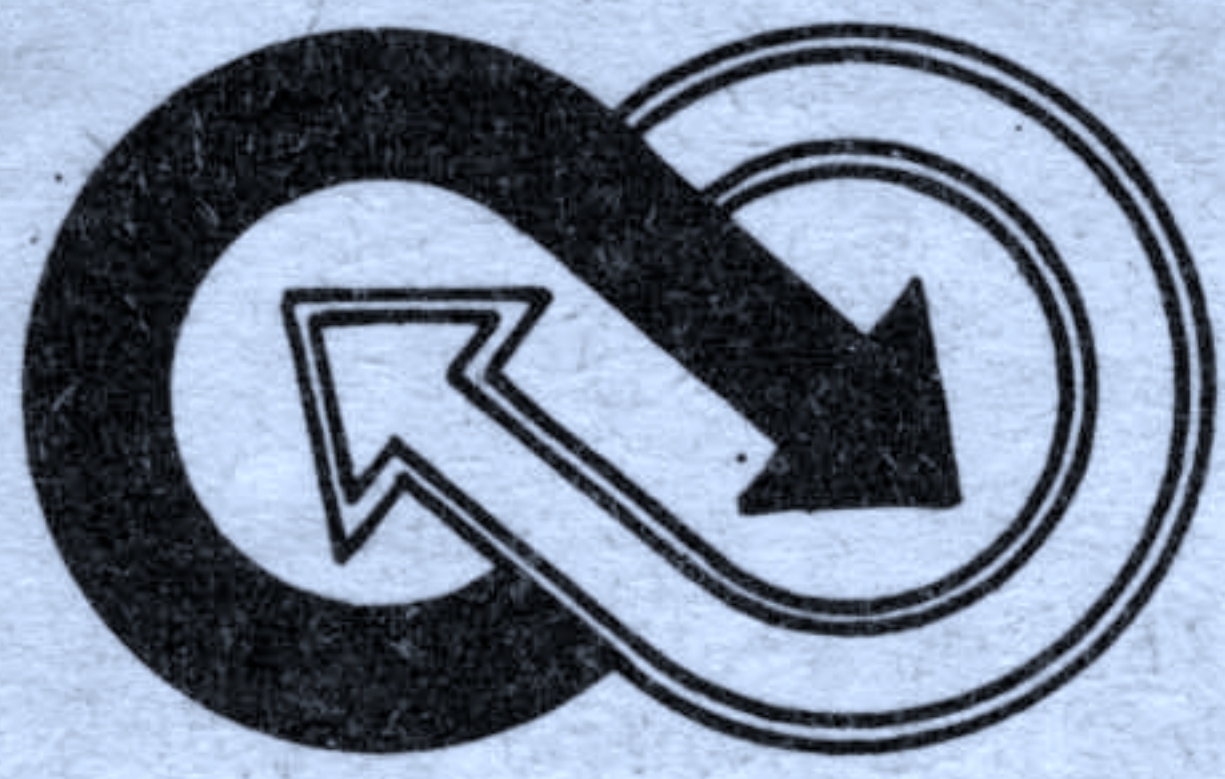
## porter le même costume, qu'un seul copieur.

d'équipements complémentaires tels que chargeur et trieuse automatiques. D'autres copient recto-verso ou réduisent les documents. Enfin, ils peuvent être achetés ou loués. A votre convenance.

Le service après-vente est évidemment sur mesure. Disponible partout et à tout moment. Pour les gros copieurs et pour les petits. Tout le monde n'a pas la même taille, mais Rank Xerox va à tout le monde.

# RANK XEROX

Rank Xerox et Xerox sont des marques déposées de Rank Xerox Limited

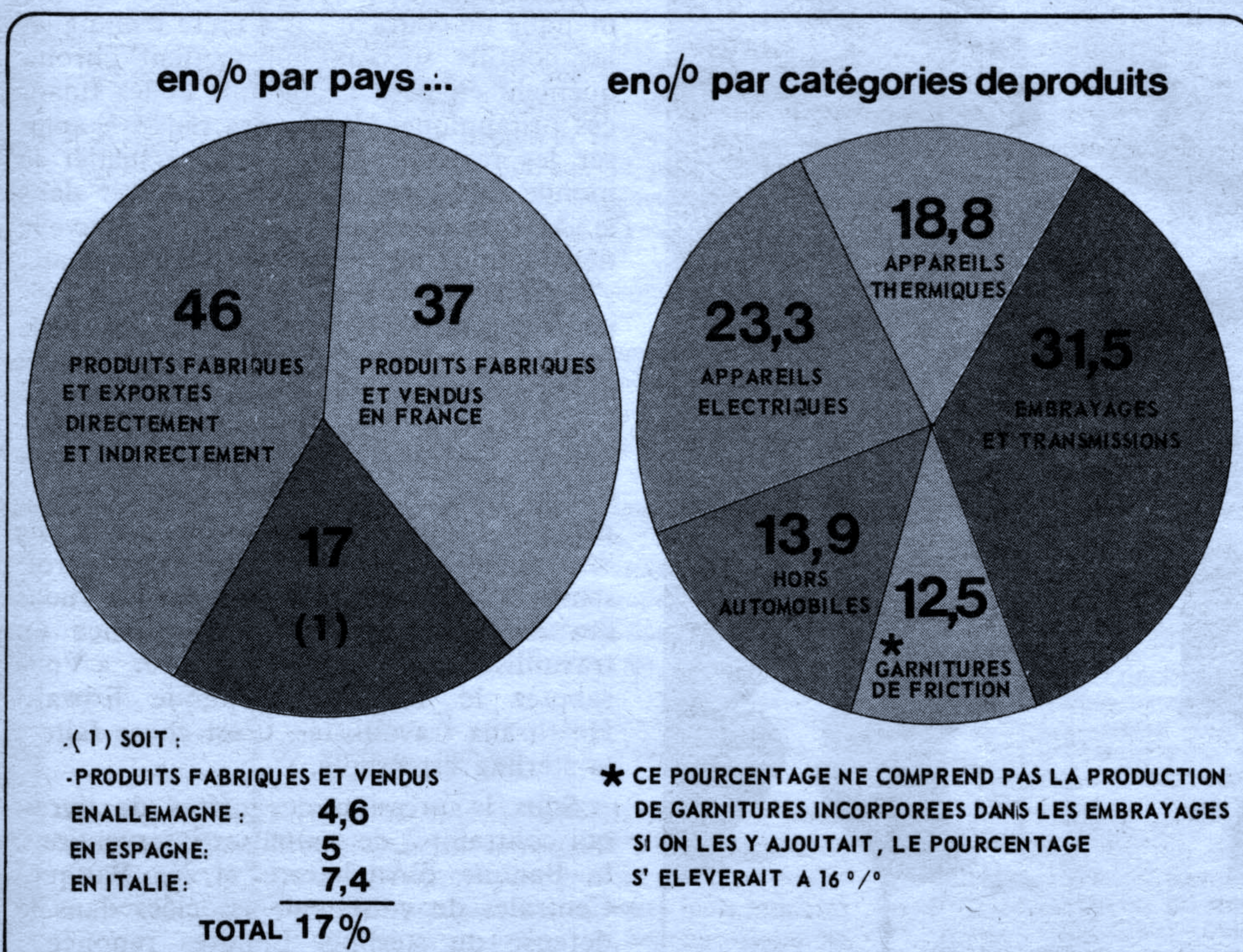


La Société du Ferodo remercie les nombreux lecteurs qui ont bien voulu lui poser leurs questions, et assure ceux dont les réponses n'ont pu être formulées dans ces colonnes qu'une réponse personnelle leur sera adressée.

## chiffres clés

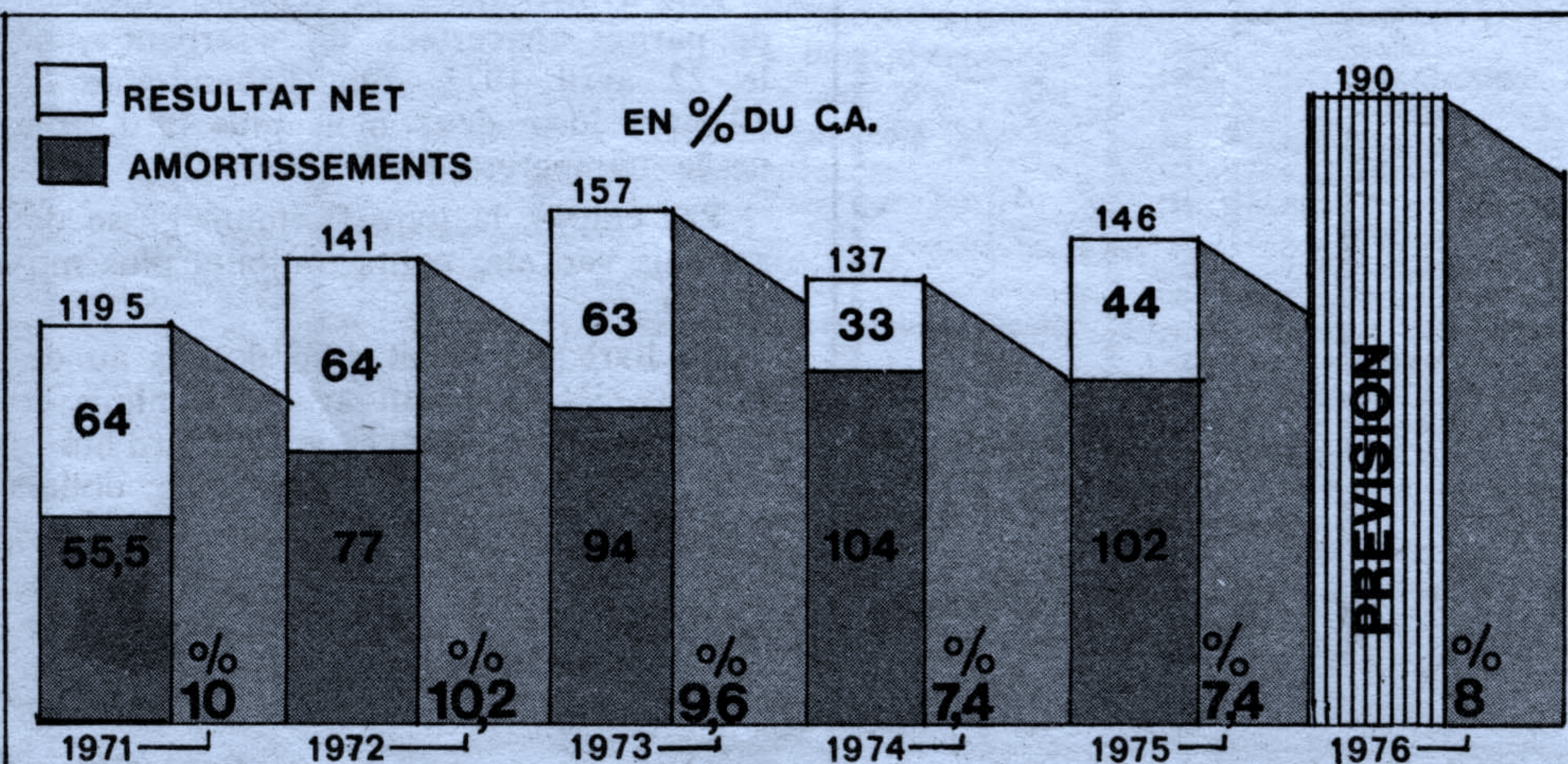
	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Chiffre d'affaires consolidé (en milliers de francs)	1.200	1.383	1.637	1.841	1.986	mation Esti-2.400
Evolution	+ 39,2 %	+ 15,2 %	+ 18,4 %	+ 12,5 %	+ 7,9 %	+ 20,8 %

## Répartition du chiffre d'affaires consolidé



## Marge brute d'autofinancement consolidée

(En millions de francs)



**Quelles sont vos prévisions d'investissements et les moyens de financement envisagés ?**

Les prévisions d'investissements au niveau groupe, indiquées lors de notre assemblée générale ordinaire, devraient normalement être effectuées : rappelons qu'elles atteignaient 165 millions de F en 1976 contre 122 millions en 1975. En 1977 et 1978, une progression de ces investissements est également prévue.

Notre autofinancement devrait nous permettre de couvrir, comme par le passé, environ les trois quarts de cet important programme (8 % du C.A.). Des moyens de financement extérieurs ont, de ce fait, été envisagés pour le complément. Ils sont d'ailleurs tout à fait compatibles avec la structure financière de notre bilan. La situation de notre trésorerie, facilitée par le niveau élevé d'activité en cours, nous permet de différer le lancement d'une opération financière de plusieurs mois.

**Peut-on, dès maintenant, mesurer les incidences du plan Barre (augmentation du prix de l'essence, doublement du prix de la vignette) sur votre activité pièces de rechange ?**

Il est difficile d'apprécier les incidences possibles du plan Barre sur l'activité automobile française. Si l'on se réfère au Salon de l'automobile, on constate qu'il vient de rencontrer un certain succès et que les prises de commandes étant importantes, les délais de livraison se sont allongés.

En ce qui concerne notre société, 40 % du chiffre d'affaires du groupe concernent les ventes de pièces de rechange, dont un tiers à l'étranger.

Cependant, s'il advenait un éventuel ralentissement de l'activité « rechange » en France suite à l'augmentation du prix de l'essence ou au doublement du prix de la vignette, d'une part celui-ci serait vraisemblablement limité dans le temps (comme on a déjà pu le constater après le doublement du prix du pétrole) et, d'autre part, il serait sans doute atténué par l'augmentation sans cesse croissante du parc automobile en France et par les ventes à la rechange en Europe et dans le monde.

**Pourquoi la part des activités hors automobiles dans le chiffre d'affaires de la société est-elle passée à 20,4 % en 1975 contre 24 % en 1974 ?**

L'activité de la Société du Ferodo s'insère dans un environnement économique varié et changeant :

- l'industrie automobile ;
- l'industrie lourde : sidérurgie, hydraulique, etc. ;
- le bâtiment.

Ainsi, dès la fin de 1973 — et durant 1974 — le doublement du prix du pétrole

a atteint de façon immédiate l'industrie de l'automobile et des équipements.

Parallèlement, les ventes de produits industriels, biens d'équipements, travaux publics, etc., pour lesquels un cycle plus long, parfois supérieur à l'année, existe entre la prise de commande et la livraison, n'ont pas subi les mêmes effets et ont donc pu compenser celles d'équipements automobiles.

Mais, en 1975, l'industrie automobile redémarre. Les automobilistes qui, en 1974, avaient reporté leur décision d'achat se décident ; le commerce de la réparation connaît un regain d'activité. Cependant, dans le même temps, c'était au tour de la sidérurgie ou du bâtiment de subir les effets de la crise.

C'est ainsi que le hors automobile, sous le double effet de l'accroissement de son activité propre et de la stagnation de l'industrie automobile, avait atteint 24 % du C.A. en 1974 et qu'il n'en représentait plus que 20,4 % en 1975.

**Pourriez-vous préciser la nature des activités de Ferodo dans le domaine du bâtiment, et en particulier de l'isolation ?**

La Société du Ferodo a, depuis plusieurs années, appliqué son savoir-faire dans des secteurs bien précis du bâtiment.

Tout d'abord, la division Sofica, avec son département « chauffage industriel » livre, chaque année, plusieurs unités de chaudières thermofluides, des groupes de traitement de l'air pour la climatisation d'installations industrielles, de locaux commerciaux de grande surface, de salles de sport ou piscines couvertes.

Le département « matière plastique Samp » de cette même division s'est spécialisé dans l'équipement de bureau, en créant une collection « Manade » d'articles en polypropylène moulé, tels que des cendriers, des corbeilles, des boîtes de classement, des lampes de bureau...

Pour mémoire (voir d'autre part), la Société du Ferodo s'intéresse depuis quelques années à la maison individuelle avec la division D.B.F.

Enfin, pour s'assurer le contrôle de la qualité des matières de base qui entrent dans les fabrications de garnitures de friction, production d'origine de la société, celle-ci s'est dotée peu après sa création d'usines de filature et tissage d'amiante ; elle fut ainsi conduite à fabriquer des produits dont les propriétés d'isolation thermique et de protection contre le feu lui assurent de larges débouchés dans l'industrie et le bâtiment.

C'est ainsi que la division Ferlam fabrique des produits à base d'amiante tels que :

- le Panocell : panneaux d'amiante isolants, aérocéllulaires, incombustibles, utilisés comme éléments de sous-toiture et plafonds de locaux industriels et commerciaux. Leur utilisation s'étend maintenant à l'habitat ;

société française la distribution, en France et dans la plupart des pays d'Europe et d'Afrique, d'un nouveau produit, lié à l'utilisation des marqueurs Baignol et Farjon et dont la diffusion, tant auprès des acheteurs collectifs — écoles, entreprises — que du grand public, peut être importante en 1977. (Rub. 28 - Lille.)

## SELLIER LEBLANC

Au cours de sa séance du 8 octobre 1976, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice écoulé, qui s'étend du 1er juillet 1975 au 30 juin 1976.

Après dotation aux amortissements d'une somme de 3.345.000 F, le bénéfice d'exploitation, sensiblement équivalent à celui de l'exercice précédent, s'élève à 9.565.500 F, dont 3.566.000 F de dividendes reçus des filiales.

Compte tenu de provisions diverses et impôts, le bénéfice net ressort à 5.500.000 F. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le 25 novembre 1976, le maintien du dividende unitaire à 8 F net, soit, compte tenu de l'impôt payé d'avance, un revenu global de 12 F, s'appliquant à un capital augmenté d'un cinquième.

La distribution globale s'élèverait donc à 3.261.272 F. Après mise en réserve d'une somme de 1.546.184 F (la réserve légale étant portée au maximum obligatoire), le report à nouveau s'élèverait à 3.940.391,95 F. (Rub. 28.)

## GROUPE DE L'AIR LIQUIDE

### ■ L'Air Liquide S.A.

Les résultats, au 30 juin 1976, de la société L'Air Liquide S.A., avant amortissements, provisions et plus-values de cession, s'établissent à 144,8 MF, contre 129,6 MF au 30 juin 1975.

Cette progression est particulièrement due à l'accroissement des ventes de gaz industriels, qui a été de 13% d'une période à l'autre. (Rub. 28.)

### ■ La Soudure Autogène Française S.A.F.

La progression des résultats bruts de La Soudure Autogène Française pour le premier semestre 1976, par rapport à la période correspondante en 1975, est satisfaisante : 17.902.000 F, contre 14.340.000 F. Elle doit néanmoins être interprétée de manière très prudente et ne pas être extrapolée à l'ensemble de l'exercice 1976.

En effet :  
— le premier semestre a bénéficié, dans une large mesure, d'un surplus de chiffre d'affaires correspondant aux commandes passées fin 1975 sous le régime de l'aide fiscale à l'investissement ;

— la réduction des stocks, combinée avec une légère baisse des taux d'intérêt, a réduit les charges financières. Cette réduction ne pourra guère se poursuivre et les taux d'intérêt ont, depuis, enregistré une hausse sensible. (Rub. 12.)

### ■ Société d'Oxygène et d'Acétylène d'Extrême-Orient S.O.A.E.O.

Les résultats, au 30 juin 1976, avant amortissements, provisions et impôts, s'établissent à 4.538.000 F, contre 2.300.000 F au 30 juin 1975.

Il y a lieu de préciser que les chiffres de 1976 ne sont pas comparables avec ceux de l'année précédente, par suite de variations dans les dates de rapatriements des revenus de portefeuilles. Nous rappelons que ces résultats ne concernent pas les filiales de la société, dont les plus importantes sont, notamment, celles de Singapour, de Malaisie et de Hong Kong. (Rub. 23.)

## BERLIET

La situation au 30 juin 1976, qui totalise 2.838.794.278 F, se solde par un bénéfice de 125.511.764 F qui s'entend après maintien des provisions faites au 31 décembre 1975 pour dépréciation des autres valeurs immobilisées et valeurs d'exploitation, mais après déduction des amortissements sur immobilisations pour 43.635.000 F contre 38.180.000 F au 30 juin 1975. (Rub. 7.)

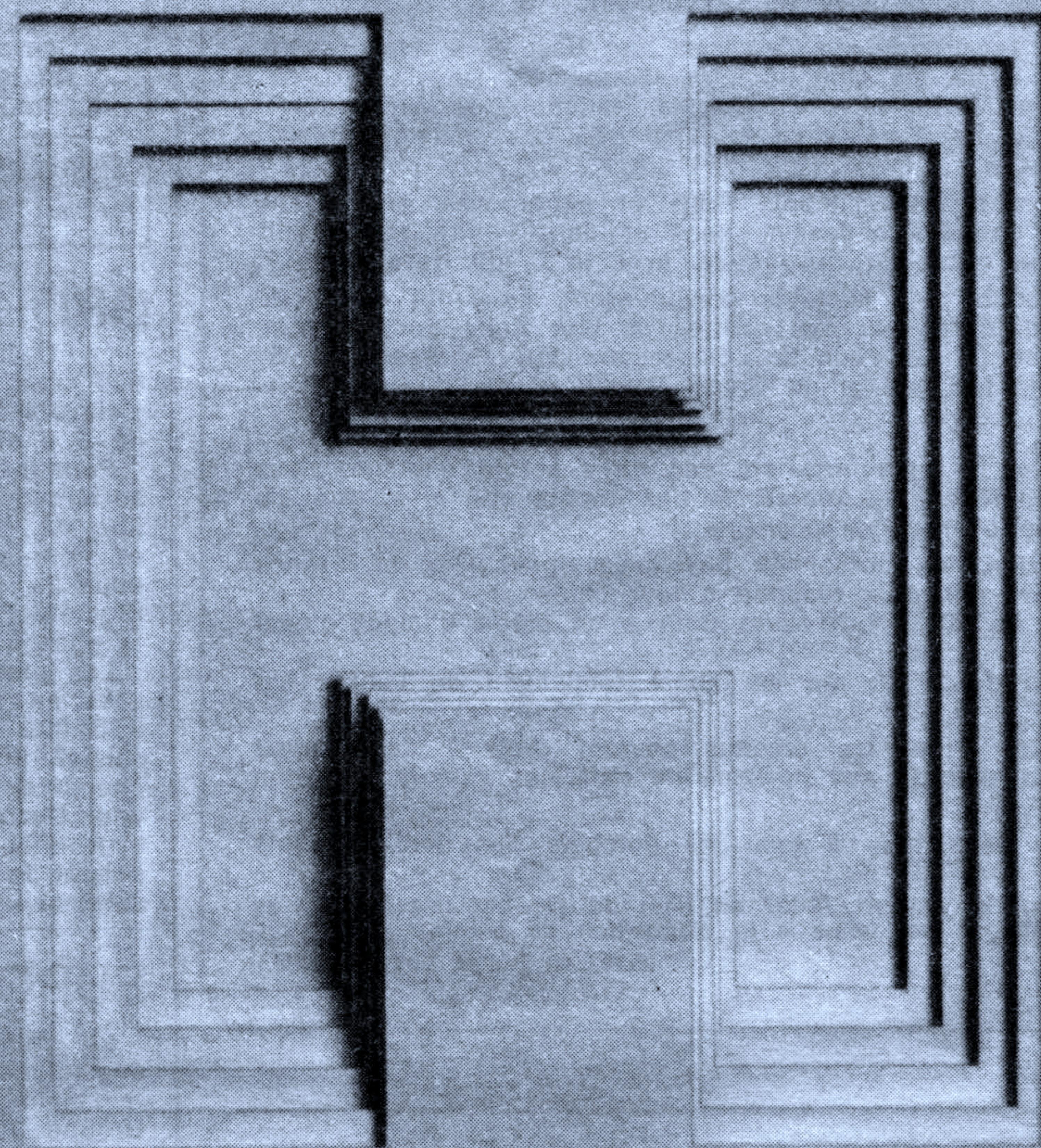
# LIBRAIRIE HACHETTE

S.A. au capital de F 86 320 000  
R.C. Paris B 552 052 425

## emprunt 1976

### 11% 100 MILLIONS DE FRANCS

REPRÉSENTÉ PAR 100 000 OBLIGATIONS DE F 1 000 NOMINAL



PRIX D'ÉMISSION : F 985 PAR OBLIGATION  
JOUISSANCE : 23 OCTOBRE 1976  
INTÉRÊT ANNUEL : F 110 PAR OBLIGATION  
AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE : EN 13 ANS AU PLUS  
À PARTIR DU 23 OCTOBRE 1976 :  
— SOIT PAR RACHATS EN BOURSE  
— SOIT PAR REMBOURSEMENT AU PAIR, D'OBLIGATIONS DÉSIGNÉES  
PAR TIRAGE AU SORT  
AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : POSSIBLE PAR RACHATS EN BOURSE SEULEMENT

## TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 11,23%

Balo du 18/10/1976 - Une note d'information simplifiée portant le visa COB n° 76 - 132 en date du 16/09/1976 est disponible au siège social de la Société, 79, boulevard Saint-Germain 75006 Paris et auprès des Établissements chargés du placement.

OMNIVUM DE PUBLICITE PRODIL

# Crédit Naval - C.M.A.F.

Société anonyme au capital de 33.300.000 F  
Siège social : 47, rue Cambon, PARIS-1<sup>er</sup>  
R.C. Paris B 542061742

## Emission de 264.000 obligations de 1.000 F nominal

**Prix d'émission** : 99,50 % soit 995 F par obligation.

**Jouissance** : 10 septembre 1976.

**Intérêt annuel** : 11 % soit 110 F par obligation. Premier coupon : 10 septembre 1977.

**Taux de rendement actuariel brut à la souscription** : 11,26 %.

**Amortissement** : en 12 ans au maximum à partir du 10 septembre 1978, par annuités constantes. L'amortissement s'effectuera soit par tirages au sort au pair, soit par rachats en Bourse. La moitié au moins de l'annuité doit être employée à des remboursements par tirages.

**Premier amortissement** : 10 septembre 1979.

**Durée totale de l'emprunt** : 14 ans.

**Amortissement** : en 12 ans au maximum à partir du 10 septembre 1978, par annuités s'interdisant l'amortissement anticipé par remboursement (sauf le cas de remboursement anticipé de prêts en application de l'article 1188 du Code civil).

**Objet de l'emprunt et garanties** : le produit de l'emprunt est destiné à être réparti, suivant une quote-part déterminée, entre les cinq sociétés d'armement suivantes :  
— Société Française de Transports Maritimes ; Compagnie Nationale de Navigation ; Pechelbronn ; Nouvelle Compagnie de Paquebots (groupe des Chargeurs Réunis) ; Chantiers de France-Dunkerque et Cie.

Son service en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires est garanti inconditionnellement par les cinq sociétés ci-dessus, sans solidarité entre elles, mais solidairement, dans la limite de leur quote-part respective, avec le Crédit Naval-C.M.A.F.

En garantie de leurs engagements, ces sociétés constitueront, au profit du Crédit Naval-C.M.A.F., des hypothèques maritimes sur des navires de leur flotte dont la désignation sera soumise à l'approbation d'un comité comprenant des représentants du Crédit Foncier de France, du Crédit National et du Crédit Naval-C.M.A.F.

Clause « pari passu ».

**Impôt** : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut de leurs coupons, diminué à leur choix :

— soit d'une retenue à la source de 10 % qui ouvre droit à un crédit d'impôt d'égal montant ;  
— soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu.

En outre, ces intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 3.000 F par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

Les souscriptions sont reçues sans frais à tous les guichets des établissements chargés du placement.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 76-122 en date du 1er septembre 1976, de la Commission des Opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

(B.A.L.O. du 18 octobre 1976.)

## Ets R. GONFREVILLE

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1.457.400.000 F CFA  
SIEGE SOCIAL B.P. 584 BOUAKE (Côte d'Ivoire)  
Registre du commerce : BOUAKE n° 2  
I.N.S.E.E. n° 7 75 75 44 92

### Augmentation du capital social de 1.457.400.000 F CFA à 2.186.100.000 F CFA

Caractéristiques de l'opération :

- **émission de 242.900 actions** nouvelles d'une valeur nominale de 3.000 F CFA (60,00 FF) réservées par préférence aux actionnaires actuels ;
- **prix d'émission** : 3.000 F CFA (60,00 FF) ;
- **jouissance** : 1<sup>er</sup> octobre 1976 ;
- **droit préférentiel** : UNE action nouvelle pour DEUX anciennes ;
- **souscription à titre réductible** : admises ;
- **délai de souscription** : du 1<sup>er</sup> octobre 1976 au 2 novembre 1976.

Les actions nouvelles qui n'auront pas été souscrites à titre irréductible ou à titre réductible par les actionnaires actuels seront placées à la diligence du conseil d'administration.

Banques habilitées à recevoir les souscriptions :

- En Côte d'Ivoire : Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale ; Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie ; Société Générale de Banques ; Société Ivoirienne de Banque.
- En France : Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale.

(Suite de la page 63)

## PECHINEY-UGINE-KUHLMANN

### Chiffre d'affaires en progression de 20 %

La reprise d'activité s'est étendue progressivement à tous les secteurs du groupe : les métaux, la chimie, les industries légères et les techniques françaises à l'étranger. A fin septembre, le chiffre d'affaires consolidé enregistrait une progression d'environ 20 % par rapport à fin septembre 1975, contre une augmentation de 12 % à fin mai et de 15 % à fin juin.

La marge brute d'autofinancement de 1976 devrait être nettement plus élevée que celle de 1975.

### Obligations convertibles : sécurité et rendement

La société procède actuellement au placement de 3.145.180 obligations de 115 F nominal, convertibles en actions.

- Prix d'émission : 115 F par obligation ;
- Intérêt annuel : 8,50 % ;
- Rendement actuariel brut : 10,10 % (en cas de non-conversion) ;
- Remboursement : en six séries sensiblement égales à partir de la cinquième année à des prix passant progressivement de 127 F à 146 F ;
- Conversion : à tout moment à partir du 1er janvier 1977, sur la base d'une action P.U.K. pour une obligation.

Note d'information (visa COB n° 76.123 du 9-9-1976) disponible à Pechiney Ugine Kuhlmann. Tél. 227-64-10 poste 4120.

## GROUPE PARCOR

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes des neuf premiers mois de l'exercice 1976 s'élève à 246 millions de F contre 235 millions de F à structure comparable.

Pour le premier semestre de l'exercice 1976, se terminant au 30 juin, le bénéfice net consolidé du groupe Parcor, hors plus-values sur cession, atteint 8.389.000 F contre 7.797.000 F pour le premier semestre de l'année 1975 (Société Fevrier Decoisy Champion exclue de la consolidation dans les deux cas).

Les plus-values nettes d'impôt se sont élevées au cours du premier semestre 1976 à 9.851.000 F. Cette somme traduit, pour l'essentiel, l'incidence comptable de la sortie du champ de la consolidation de la société Fevrier Decoisy Champion, par suite de l'apport, avec effet au 1er janvier 1976, des titres composant le capital de cette société, à la société Labaz. (N.C.)

## EUROMARCHE

Le chiffre d'affaires de septembre est en augmentation de 19 % : **groupe fondateur** : + 14 % ; Euro Expansion : + 25 % ; Groupe Printemps : + 21 % ; Fisuma : + 18 % donnant un chiffre cumulé à fin septembre de + 15 % soit supérieur de 1 % aux prévisions.

Outre l'ouverture de Belfort qui aura lieu en novembre prochain, un certain nombre d'affiliés viendront grossir ceux déjà existant :  
— Pau : le 20 octobre ;

— au début de l'année 1977 : Aurillac, Brive, La Rochelle.

En outre, la société prendra en affiliés gérés les magasins Codex de Paris (boulevard Masséna) et de Nancy. (Rub. 6.)

## CREDIT MODERNE

Le montant global des agios, commissions et produits divers nets perçus au cours des trois premiers trimestres 1976 s'est élevé à 14,86 MF contre 14,37 MF au cours des neuf premiers mois de 1975. (Rub. 2.)

## AVIS FINANCIERS



### ■ Groupe Bic Multinational

Le groupe Bic Multinational a réalisé au cours des neuf premiers mois de 1976 un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 933.200.000 F contre 672.000.000 de francs pour la période correspondante de 1975, marquant une progression de 39 %.

Si l'on élimine l'effet de la variation des taux de change, la progression aurait été de 33 %.

### ■ Société Bic

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société Bic s'est élevé à 239.900.000 F pour les neuf premiers mois de 1976 contre 200.100.000 F pour la période correspondante de 1975, soit une augmentation de 20 %.

## LEVER

Le conseil d'administration de la société a décidé la mise en distribution d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 1976.

Cet acompte, d'un montant de 10 F (auquel s'ajoutera dans les cas prévus par la réglementation en vigueur un impôt payé d'avance au Trésor de 5 F) sera mis en paiement au siège social, à partir du vendredi 5 novembre, sur présentation des certificats nominatifs pour estampillage ou contre remise du coupon n° 3 pour les titres au porteur.

## CM INDUSTRIES Attribution gratuite

En vertu de la décision prise par le conseil d'administration dans sa séance du 22 juin 1976, le capital social a été porté à la date du 1er septembre 1976 de 68.422.750 F à 75.265.000 F par incorporation de réserves.

Cette opération donne lieu à la création de 136.845 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissance 1er janvier 1976, qui seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour dix actions anciennes.

Les demandes d'attribution seront reçues sans frais, à compter du 3 novembre 1976, aux guichets des établissements suivants :

Banque de l'Indochine et de Suez ; Banque Nationale de Paris ; Crédit Lyonnais ; Société Générale ; Banque Odier, Bungener, Courvoisier ; Banque Rothschild ; Morgan Guaranty Trust ; Crédit du Nord.

### Sélection Rendement Elysées Valeurs

11, rue Galilée - 75116 Paris - Tél. 720.92.00

Situation au 30.9.1976	Sélection Rendement	Elysées Valeurs
Vocation de la Sicav	obligations	portefeuille diversifié
Valeur de l'action (F)	<b>125,50</b>	<b>164,71</b>
Dernier coupon net payé (F)	<b>9,79</b>	<b>6,80</b>
<b>Actif net (MF)</b>	<b>261,81</b>	<b>180,29</b>
Actions françaises	5,42 %	26,39 %
Actions étrangères	1,37 %	37,67 %
Obligations	88,78 %	27,27 %
Liquidités	4,43 %	8,67 %

## S.E.V.-MARCHAL

S.A. au capital de 48.700.000 F  
Siège social : 26, rue Guynemer,  
92132 ISSY-LES-MOULINEAUX

### AUGMENTATION DE CAPITAL

Montant : 32.466.600 F par l'émission de 649.332 actions de 50 F nominal.

Prix d'émission : 55 F représentant le nominal majoré d'une prime d'émission de 5 F.

Jouissance : 1er janvier 1976.

Droit de souscription : réservé par préférence aux anciens actionnaires à raison de 2 actions nouvelles pour 3 actions anciennes.

Délais et lieux de souscription : du 27 septembre au 29 octobre 1976 inclus. Aux guichets des sièges, succursales et agences en France des établissements suivants : Banque Nationale de Paris, Société Nancéenne de Crédit Industriel et Varin Bernier, Crédit Lyonnais, Crédit du Nord, Société Générale, Crédit Industriel et Commercial et Banque Industrielle et Mobilière Privée, où la note d'information peut être obtenue sans frais ainsi qu'au siège social de la société.

Versement lors de la souscription : l'intégralité du prix d'émission, soit 55 F par action.

Cotation : les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'inscription à la Cote officielle (Bourse de Paris).

(B.A.L.O. du 20 septembre 1976, visa C.O.B. n° 76-115 du 1er septembre 1976.)

## S.A.M.M. (Sté d'Applications des Machines Motrices)

On rappelle que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 23 juillet 1976, a décidé :

- de ramener de 100 F à 50 F la valeur nominale des actions formant le capital social ;
- d'incorporer au capital une somme de 2.400.000 F prélevée sur la réserve facultative et de procéder à une attribution d'actions gratuites à due concurrence.

Matériellement ces décisions se traduiraient par :

- l'attribution d'une action nouvelle de 50 F nominal coupon n° 1 attaché, contre deux coupons n° 18 détachés des actions anciennes ;
- l'échange d'une action ancienne de 100 F nominal coupon n° 19 attaché, contre deux actions nouvelles de 50 F nominal coupon n° 1 attaché,

opérations qui seront effectuées gratuitement, à partir du 2 novembre 1976, aux guichets de :

- Banque de l'Indochine et de Suez,
- Banque Nationale de Paris.

## W.R. GRACE and Co

Le conseil d'administration a décidé, dans sa séance du 7 octobre 1976, la mise en paiement d'un dividende trimestriel en espèces de 42,5 cents par action ordinaire. Ce dividende sera versé à partir du 10 décembre 1976 aux actionnaires inscrits sur les registres de la société le 12 novembre 1976. (Rub. VE 23.)

## PENHOET

La situation provisoire au 30 juin 1976 fait ressortir un résultat bénéficiaire de 13,38 millions de F contre 9,37 millions de F pour la période correspondante de l'exercice 1975. (Rub. 13.)

## FRANÇAISE DE REASSURANCES

Le montant des primes acceptées en réassurance pour les trois premiers trimestres 1976, s'élève à 474.639.000 F, contre 415.428.000 F pour la période correspondante de 1975. (Rub. 1.)

# Hommes et titres

► Lors de sa dernière réunion, le conseil d'administration de la société Ausseidat Rey a nommé M. Mathieu Calémard, inspecteur des Finances, aux fonctions de directeur général adjoint de la société.

M. Mathieu Calémard conserve la direction administrative et financière du groupe.

► M. Jean-Pierre Bardery, 37 ans, vient d'être nommé directeur des relations extérieures de la Société Darty. Il exercera ses fonctions dans le cadre de la direction commerciale et marketing, animée par M. Thierry Brissaud. M. Jean-Pierre Bardery était jusqu'ici directeur associé de l'agence de publicité Cerca, filiale de Tated Bates, où il assumait des responsabilités de développement au niveau du groupe.



ACTIF	(millions de F)	
	7-10-76	14-10-76
OR ET CREANCES SUR L'ETRANGER .....	89.419	89.450
Dont Or .....	60.327	60.327
Disponibilités à vue à l'étranger .....	19.453	19.452
Av. Fonds de stab. des chang. Annuités de prêts de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank .....	9.555	9.588
CREANCES SUR LE TRESOR ..	82	82
Dont Concours au Trésor public ..	20.775	21.155
CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT .....	19.065	19.551
Dont Effets escomptés .....	60.376	59.298
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ..	23.229	23.342
Avances sur titres .....	31.519	30.458
Effets en cours de recouvrement ..	45	42
DIVERS .....	7.599	5.455
	3.638	3.058
<b>Total .....</b>	<b>174.209</b>	<b>172.963</b>

PASSIF	(millions de F)	
	7-10-76	14-10-76
BILLET EN CIRCULATION ..	113.643	112.525
COMPTES CREDITEURS EXTERIEURS .....	7.307	7.321
Dont Comptes des banques, institutions et personnes étrangères ..	641	658
Compte spécial du Fonds de stab. des changes. Contrepartie des allocat. de D.T.S. Dépôts en devises des banques et institutions étrangères ..	2.634	2.634
COMPTE COUR. DU TRESOR PUBLIC .....	4.030	4.030
COMPTES CRED. DES AG. EC. ET FIN. ....	0.790	0.242
Dont C.C. des établ. astreints à la constitution de réserves ..	7.165	8.352
RESERVE DE REEVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR ..	5.272	4.662
CAPITAL ET FONDS DE RESERVE .....	40.663	40.663
DIVERS .....	1.368	1.368
	4.050	4.731
<b>Total .....</b>	<b>174.209</b>	<b>172.963</b>

# index

## des sociétés citées en publicité financière

Air Liquide	62
Allobroge	51
Alsacienne de Supermarchés	51
America Valor	50
Antar	60
Antargaz	58
Africaine d'Armement	61
Auxiliaire de Navigation	61
Baignol et Farjon	62
Banca Commerciale Italiana	57
Banque Rothschild	57
Berliet	63
Bic	62-64
Bis	62
BNP	48
Bouygues	53
BP	61
Burroughs	56
C.C.F.	48
Cedis	55
Champex	50
Chausson	48
Ciments Français	54
Ciments Vicat	54
C.I.T. Alcatel	56
C.M. Industries	60-64
Compagnie du Nord	50
Comptoirs Modernes - Le Mans	51
Crédit Coopératif	48
Crédit Foncier et Immobilier	49
Crédit Moderne	64
Crédit Naval - C.M.A.F.	50-64
Creusot-Loire	57
Darty	49-65
De Dietrich	55
Dunlop	54
Elf Aquitaine	58
Elysées Valeurs/Sélection Rendement	64
Epargne-Institutions	51
Epargne-Revenu	50
Eurafrep	59
Europe N° 1	62
Facom	55
Ferodo	53
Floquet Monopole	53
Française des Ferrailles	62
Française de Réassurances	65
Garages Souterrains Esplan. du Belvédère	62
Générale de Fonderie	55
Godde Bedin	62
Gonfreville	64
Hachette	51-63
Hoeschst	62
Immindo	48
La Brosse et Dupont	62
La Rochette Cenpa	55
La Ruche Picarde	51
Latonia	49
Legrand	56
Lever	64
Maisons Phénix	54
Manufrance	56
Manurhin	55
Motobécane	53
Moulinex	57
Nozal	57
Océ Van der Grinten	54
Omnium Français de Pétroles	58
Optima	51
Pakhoed	48
Parcor	64
Paris-Orléans	49
Paluel-Marmont	49
Penhoët	65
Poliet	54
Presses de la Cité	56
P.U.K.	64
Rhône-Poulenc	52
Rolingo	49
Rougier	54
Sablères de la Seine	54
Sacer	54
Samm	65
Sauvier Duval	54
Schneider	48
S.C.R.E.G.	48
Sellier Leblanc	63
S.E.V. Marchal	53-65
Sias-Orsan	54
Sofragi	50
Solex	51
Solpi	49
Sony	56
Soprina	50
Thomson Brandt	56
Thomson C.S.F.	56
Transports en Commun de Nice	62
T.R.T.	57
Unisic	50
Univalor	50
Vincey Bourget	58
Virax	55
Worms Investissement	50
W.R. Grace	65



## Nous avons construit notre avenir sur des bases solides

1957 : Ouverture à Montreuil du premier magasin d'électro-ménager.  
1966 : Champigny, 225 m<sup>2</sup> de surface de vente : vers le succursalisme.  
1968 : Bondy : Première grande surface spécialisée.  
1975 : 18 magasins dans la région parisienne et 2 dans la région lyonnaise.

(en millions de francs)	1966	1971/1972	1975/1976
Chiffre d'affaires	10	110	650
Bénéfices	0.1	4.	29.6

Face à un marché potentiel très important, DARTY poursuit son implantation dans la région parisienne et dans toute la France.

### DARTY à la bourse de Paris

BALO-4.10.1976 - Une note d'information visée par la COB (n° 76-135) en date du 28 septembre 1976, est disponible au siège social de la Société, 129 Avenue Galliéni-93140 BONDY, et auprès des Banques et Agents de Change.

**DARTY**

## terme

### Pour bien lire la cote

#### Marché à terme

— Le signe ● dans la colonne « PH » indique qu'un droit de souscription ou d'attribution a été détaché dans la semaine.

— Le signe \* dans la colonne « PB » indique qu'un coupon a été détaché dans la semaine.

— Dans la colonne « Volume de transactions », le montant indiqué correspond à la moyenne quotidienne des transactions au cours de la semaine sous référence, exprimé en nombre de titres.

— Dans la colonne « Écart en % », le montant indiqué correspond au pourcentage ajusté des variations en hausse ou en baisse, depuis le 1<sup>er</sup> janvier ou depuis la date d'introduction sur le marché à terme qui est indiquée (...).

#### Marché au comptant

**ACTIONS.** — Les valeurs composées en caractères gras font aussi l'objet d'une cotation sur le marché à terme.

— Les valeurs négociées en province sont accompagnées des lettres: B. pour Bordeaux, Li. pour Lille, Ly. pour Lyon, M. pour Marseille, Ny. pour Nancy, Ns. pour Nantes.

— Le signe ●, qui suit le plus haut cours, indique qu'une modification du capital social est intervenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

— Le signe +, qui suit le plus bas cours, indique que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, une modification est intervenue dans la valeur nominale de l'action.

— Les cours suivis d'un □ sont antérieurs aux dates indiquées.

— La lettre o, qui suit un cours, signifie « offert », la lettre d signifie « demandé ».

— Le signe / indique que le cours est réduit à l'offre. Le # indique que le cours est réduit à la demande.

— Le nombre de titres admis à la cote est indiqué en milliers de titres.

— Le montant global du dernier coupon payé sur les valeurs françaises représente le dividende net encaissé par les actionnaires, plus l'avoir fiscal qui viendra en déduction de l'I.R.P.P.

— La lettre A, dans la colonne du numéro du coupon, indique qu'il s'agit d'un coupon attaché.

— Dans la colonne « Rendement », le pourcentage indiqué correspond au rendement de l'action (dividende distribué au cours du précédent exercice, exercice de douze mois rapporté au dernier cours coté). Les actions offrant un rendement supérieur au taux d'intérêt perçu sur des obligations de deuxième catégorie sont soulignées d'un trait.

#### OBLIGATIONS

**Coupon détaché.** — La date d'échéance soulignée indique qu'il s'agit d'un titre récemment émis dont les premiers intérêts seront versés à cette échéance.

#### Signes utilisés :

■ : Obligations à lots.

● : Obligations indexées (sans franchise fiscale de 3.000 F).

◆ : Obligations participantes.

○ : Obligations convertibles et échangeables en actions.

Toutes les obligations sont cotées en pourcentage de leur valeur nominale et au prorata du coupon couru non compris. Les variations de cours s'effectuent par tranche de 0,01 %. Les intérêts courus exprimés en % varient chaque jour de 1/365 de l'intérêt annuel.

## valeurs françaises



Cours de compensation	Report	NOM DE LA VALEUR	Quot. nég.	Liquidation		Reports		Cours extrêmes de la semaine	Volum. de trans- actions	Variation en % depuis le 1-1-76
				22 novembre 1976	23 décembre 1976	23 novembre 1976	24 décembre 1976			
599	PAIR	4 1/2 73 100 obl.100F		598	600	600	599	8720		+12,7
1590	PAIR	CAISSE ENERG. 3 %	25	1597	1597	1599	1593	1130		+20,8
390	2.52	AFRIQ. OCCIDENT	25	369	388,90	391,50	371	1045		-8,4
325	2.1	AIR LIQUIDE	25	320	312	335	312	3685		-13,8
60	0.388	Alsac. Partic	25	58,20	59	59,80	58	1550		-20,2
200	1.29	ALSAC. SUPERM. (Ny)	25	200	199,80	200	199,80	0		-30,1
56	0.362	ALSTHOM	25	54,80	54,70	56,80	54,70	2460		-29,8
142	0.916	APPLICATION des GAZ	25	142	138,20	153,80	137,90	610		-45
285	1.84	AQUITAINE	25	276,80	282,10	298	282	1770		-15,8
54	0.35	(CERTIF.)	25	51	53,50	56	52,90	575		-15,8
113	0.73	ARJOMARI-PRIOUX	25	121	113	121,50	112,80	80		-24,1
240	1.55	A.G.P.	25	248	241	250	240	130		-22,2
196	1.265	AUXIL D'ENTREPR	10	195	193	197,50	191	774		-34,1
164	B. 3.2	AUXIL DE NAVIG	10	162,50	164	169,50	162	30		-8,8
76	0.492	BABCOCK FIVES	25	75,50	77,50	79,50	76,10	380		-28,7
141	0.91	BAIL-EQUIPEMENT	25	145,50	143,10	144,50	141	110		-14,8
205	1.33	BAIL-INVEST	25	204	203	204	203	385		+10,3
102	0.658	B.C.T.	25	108	104,50	105	102	95		-42,2
73	0.472	BAZAR HOT. VILLE	25	73	72	74	72	465		-33,3
70	0.452	BEGHIN-SAY	25	69	71	72	69	1080		-38,2
755	4.87	BIC	25	760	740	779	735	885		+14,1
255	1.65	BOUYGUES	25	256	257	274	245,50	1025		-51
525	3.39	BSN - GERVAIS	10	514	515	542	506	1874		-11,6
1330	8.58	CARREFOUR	10	1331	1311	1365	1311	846		-32,7
270	1.75	OBLIG. CONV.	100	267,50	270	272	267	1600		-5,5
1100	7.1	CASINO	10	1118	1107	1125	1100	466		-17,3
275	1.78	CDC (CINZANO)	25	259	270	277	265	345		-4,2
70	0.452	CEM (ÉL.-MÉC.)	25	69,60	66,50	71	66	175		-31,2
167	1.078	CETELEM	25	160	170	170	163	650		-32,5
161	1.04	CHARGEURS REUNIS	25	175	161,10	173	161	105		-13,9
33	0.206	CHAT COMMENTRY	25	43,40	33	46	33	340		-49,2
84	0.542	CHIERS	25	83,80	83	90	83	350		-55,3
105	0.678	CHIM. ROUT. ENTR.	25	107,50	104	111	103,50	985		-27,2
90	0.582	CIMENTES FRANÇAIS	25	91	93	93,80	89	820		-2,1
131	0.846	OBLIG. CONV.	25	129,80	125	132,50	125	965		+2,4
1300	8.39	CIT-ALCATEL	10	1300	1292	1325	1292	194		-21,6
42	0.271	CITROEN S.A.	100	42,50	42	44	42	1960		-10,6
385	2.49	CLUB MEDITERRANEE	25	378	374	394	370,80	3180		-17,8
160	1.032	C.M. INDUSTRIES	10	164,90	150	170,50	150	406		-49,1
102	0.658	C.O.F.I.M.E.G.	50	102,50	102	102,50	102	1500		-12,8
265	1.71	COFRADEL (23/4) (Ly)	25	275	258	263,10	258	0		-15,4
240	1.55	Cie. BANCAIRE	25	224	239	240	225,20	1920		-38
245	1.59	C.G.E.	25	252	245	255	245	1675		-21,9
365	2.36	OBLIG. CONV.	25	355,50	364	364	360,20	425		-1,6
97	0.626	COMPTOIR ENTREP.	25	99,90	100	100	97	350		-32,4
52	0.336	COTELLE FOUCHER	25	58,10	57,80	60,20	52	215		-36,6
100	0.646	CREDIT COM. FCE.	25	100,10	100,50	100,50	100	1480		-31,9
175	1.13	OBLIG. CONV.	25	175,50	176	177,10	175	415		-4,3
300	1.94	CREDIT FONC. FRANCE	25	297,90	296	300	296	1350		-15,4
108	0.697	CRED. FONC. IMMOB.	10	110	111,60	112	108	628		-18,3
98	0.634	CRED. IND. COMM.	25	100	100	100	98,20	655		-10,7
310	2	CREDIT NATIONAL	25	315	315	315	312	190		-12,2
67	0.434	CREDIT DU NORD	25	67,10	67,50	68,10	67	395		-27,1
103	0.666	CREUSOT-LOIRE	25	103	101,50	110	101,50	1400		-38,4
164	1.058	C.S.F.	25	160	163,80	167	160	5105		-31,5
172	1.11	D.B.A.	25	174	188,10	183,50	168,10	295		+13,5
70	0.452	DENAIN NORD-EST	25	68,30	69,90	73,30	68,50	6800		-53
50	0.324	DOLLFUS-MIEG	25	49,70	49,50	49,90	49,20	455		-28,9
435	2.81	DUMEZ	25	444	437	469	435	1255		-46
450	2.91	EAUX (Cie GEN.)	10	436,90	445	460	440,10	2596		-43,3
180	1.161	ENTREP. LEFEBVRE	10	188	180	193	179	48		-28,2
53	0.342	ESSO	25	52,60	51,60	56,10	51,60	2310		-3,7
172	1.11	EUROFRANCE	25	167,50	172	172	165	400		-12,6
350	2.26	EUROPE NO 1	25	338	353,90	353,90	340	125		-8
345	2.23	FERODO	25	333,50	340	355,50	340	1000		-12,1
140	0.904	FINANC. DE PARIS	25	139,50	139	140,50	139	5370		-25,6
189	1.22	OBLIG. CONV. (23/9)	25	188,80	188,80	188,80	187,80	520		-0,5
62	0.4	FIN. UN. EUROPE	25	59,90	60,50	62,50	60,50	1270		-13
72	0.466	FRAISSINET (M)	25	74	73,50	73,50	71,50	0		-1,3
95	0.614	FRANC. PETROLES	25	95	92,20	96,20	91,80	8050		-22
23	0.144	(CERTIF.)	25	24,20	23	24,50	23	560		-17,8
58	0.376	GALERIES LAFAYETTE	25	60,50	58	60,80	58	455		-32,5
132	0.852	GLE ENTREPRISES	25	134	130	135,10	129	260		-5,1
147	0.95	GLE FONDERIE	25	150	147,50	155	147	610		-26,1
170	1.098	GLE OCCIDENTALE	25	167,50	168,50	170	168	475		-10,6
156	1.008	GDS. TRAV. MARS.	25	152,50	158	161,50	155,50	340		-39,4
270	1.75	GUYEN. GASC. (Bx)	10	283	268	276,10	265	0		-26,7
156	1.008	HACHETTE	25	160	154,50	163	154,50	920		-2,5
110	0.71	HUTCHINSON-MAPA	25	112	110	112	110	110		-40,2
103	0.666	IMETAL	25	103,90	102	109,50	102	3780		+30,7
310	2	INSTITUT MERIEUX	10	294,50	297	317	297	530		-63,7
260	1.68	JACQUES BOREL	10	273	264	269	255	1338		-46,8
85	0.55	JEUMONT INDUSTRIE	25	82	84	84,50	84	310		-8,6

Liquidation		Reports		Débiteur		Taux moyen des reports	
22 novembre 1976 23 décembre 1976 21 janvier 1977		23 novembre 1976 24 décembre 1976 24 janvier 1977		30 novembre 1976 31 décembre 1976 31 janvier 1977		Octobre : 4 1/2 %	

Cours de compensation	Report	NOM DE LA VALEUR	Quot. nég.	Cours au 15-10	Cours au 22-10	Cours extrêmes de la semaine		Volum. de trans- actions	Variation en % depuis le 1-1-76
						plus haut	plus bas		
72	0.466	KALI-STE-THERESE	25	73,50	72	74	71	190	-2,7
46	0.298	KLEBER-COLOMBES	25	45,50	43,10	45,80	43	605	-36,7
186	1.2	LABOR. BELLON	10	172,50	184,90	187,90	172	100	-24,5
180	1.162	LAFARGE	25	180,20	180	180,80	179,90	1405	-6,2
265	1.71	OBLIG. CONV.	25	265	266	266	265	255	+1,1
295	1.91	LA HENIN	25	301	296,50	300	295	345	-22,7
1660	10.71	LEGRAND	10	1648	1635	1689	1635	180	-10,6
137	0.884								